Déclaration de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, sur les relations entre les deux rives de la Méditerranée et sur la situation en Libye et en Syrie, à Marseille le 28 octobre 2016.

2016-10-28

Mesdames, Messieurs,

J'ai co-présidé avec mon ami Salaheddine Mezouar, qui est aussi mon homologue, ministre des affaires étrangères du Maroc, la 13e réunion du dialogue 5+5 sur la Méditerranée occidentale.

C'est une instance qui regroupe cinq États de la rive sud et autant de la rive nord de la Méditerranée et qui est avant tout un espace de dialogue unique entre ministres des affaires étrangères et qui nous permet d'échanger sur des grands défis communs qui touchent les deux rives de la Méditerranée. C'est donc la 13e réunion qui a eu lieu aujourd'hui à Marseille. J'ai proposé à Salaheddine Mezouar de tenir cette réunion à Marseille, il a bien voulu l'accepter et il en a parfaitement compris le sens et la portée.

En effet, Marseille est une grande métropole française mais aussi une grande métropole méditerranéenne qui accueille une population qui est représentative de la diversité de nos pays. C'est une métropole qui, j'en suis convaincu, a un potentiel puisqu'elle vient maintenant de se doter des moyens de son action grâce à la loi qui a été votée et qui est mise en oeuvre depuis le 1er janvier et qui devient la métropole Marseille-Aix-Provence. Je suis heureux de constater que la dynamique est en marche. Il y a quelques instants, nous avons rencontré des chercheurs car ici à Marseille il y a un potentiel de recherche très important en matière de développement, en matière de coopération méditerranéenne. C'est le cas de l'institut de recherche pour le développement, d'AVITEM installée à la Villa Méditerranée, d'OCEMO, du CMI, le centre pour l'intégration en Méditerranée, et d'ANIMA qui associe la recherche, la formation et l'expertise. J'ai salué en particulier le rôle de l'université Aix-Marseille qui a été un peu l'avant-garde de la métropole marseillaise qui est maintenant en train de prendre son envol.

Je voudrais exprimer ma reconnaissance à Salaheddine Mezouar d'avoir compris l'enjeu de tenir cette réunion à Marseille. Je profite de cet instant aussi pour remercier le Maroc puisque le Maroc a coprésidé avec la France cette instance de dialogue et que cette présidence se termine. La relève va être prise par l'Algérie et la France a encore un an pour la coprésidence. Mais le Maroc va continuer à exercer une présidence encore plus prestigieuse et encore plus importante puisque dans quelques jours maintenant, votre pays, cher Salaheddine, va présider la COP22. Je voudrais vous dire toute mon admiration parce que vous avez pris toute la mesure de l'enjeu après la décision historique de l'accord de Paris. Vous vous êtes engagés non seulement à affirmer des objectifs ambitieux mais surtout à contribuer à les mettre en oeuvre et c'est tout le défi de la COP22 qui commencera son envol à Marrakech dans quelques jours.

Je le disais, cette instance regroupe cinq États des rives sud et nord. Évidemment, nous avons abordé beaucoup de questions d'actualité, des questions difficiles. Nous avons bien sûr traité de la question de la lutte contre le terrorisme, question commune à nos pays, de la lutte contre Daech et nous avons parlé de la Syrie, du Sahel, du Proche-Orient, du nécessaire dialogue entre Israéliens et Palestiniens et nous avons consacré un moment important à la Libye. La Libye où nous soutenons le processus autour du gouvernement d'entente nationale de Monsieur Sarraj, mais où nous savons qu'il y a énormément à faire pour réussir à rassembler toutes les forces et la diversité libyenne. Nous savons aussi qu'il y a un enjeu pour les Libyens eux-mêmes à disposer de leurs ressources pour se développer, qu'il y a un enjeu de sécurité mais qu'il y a aussi un enjeu lié à l'immigration en particulier lié au travail odieux des passeurs en Méditerranée centrale qui est, là aussi, la source de bien des souffrances.

Bien sûr, nous savons qu'il reste tant à faire. Le ministre tunisien nous a proposé de tenir prochainement une réunion 5+5 dans ce format sur la Libye à Tunis ; nous en avons bien sûr accepté le principe. Et puis nous avons dialogué avec Taher Siala, le ministre des affaires étrangères de Libye, qui nous a apporté un éclairage tout à fait intéressant sur son pays.

La crise migratoire a été un thème parce que c'est un des grands défis communs auxquels nous devons faire face. Notre défi c'est à la fois lutter contre l'immigration irrégulière, sauver des gens en mer mais aussi avoir une ambition pour le développement. Nous ne traitons pas la question migratoire uniquement sous l'angle des frontières et de la sécurité même s'il faut le faire, c'est notre devoir, mais nous le faisons aussi en termes de développement. Nous avons rappelé les décisions qui ont été prises l'année dernière au sommet à La Valette entre l'Europe et l'Afrique. Un sommet qui a porté sur l'immigration mais qui a surtout adopté un plan d'action ambitieux pour populations souvent à cause de la guerre, de la misère et aussi pour des raisons climatiques. Donc l'enjeu du développement était au coeur de nos échanges.

Bien sûr, nous avons parlé de la jeunesse et nous venons de débattre avec des jeunes qui, grâce à la fondation Anna Lindh, avaient préparé leurs recommandations. Ce sont des recommandations ambitieuses parmi lesquelles les questions de la formation et de la mobilité des jeunes qui sont des questions essentielles. La jeunesse a été au coeur de nos préoccupations parce que nous savons bien que si aucun espoir n'est donné à la jeunesse, si aucune perspective n'est donnée à la jeunesse de nos pays du Nord et du Sud, alors le désespoir peut s'installer, alors les propagandes radicales peuvent prospérer. Et c'est notre responsabilité d'apporter la réponse ou les réponses parce qu'elles sont multiples. Mais, ces réponses ne peuvent pas se faire sans un dialogue, ce dialogue aussi bien avec des parlementaires de la Méditerranée - qui ont tenu leur réunion autour de Michel Vauzelle ici à Marseille - mais aussi avec les représentants de la société civile. On ne peut pas construire uniquement au niveau des États et la COP21 comme la COP22 sont là pour démontrer qu'il faut à la fois une volonté politique forte pour avancer - c'est le rôle des gouvernements, c'est le rôle des hommes et des femmes politiques dans nos démocraties - mais c'est aussi le rôle des collectivités territoriales, des parlementaires, de la société civile, des citoyens, des associations et des entreprises. C'est comme cela que nous allons redonner de l'espoir parce que notre responsabilité - et c'est pourquoi nous sommes si attachés à ce format 5+5 - c'est de redonner un peu de confiance et d'espérance dans l'avenir. Et nous croyons en effet qu'il y a beaucoup de raisons d'y parvenir si nous nous en donnons les moyens, si nous savons bien analyser les causes des difficultés et si nous savons prendre aussi nos responsabilités. C'est pourquoi nous sommes si attachés à ce dialogue. Ce dialogue, il a encore eu lieu aujourd'hui ici à Marseille, il a été riche et sincère et il était aussi chaleureux et amical et cela fait partie aussi du dialogue 5+5. Merci.

(...)

Q - Est-ce que la situation en Syrie a été évoquée lors de vos échanges ?

R - Bien sûr, nous l'avons abordée. C'est toujours la même attente, la même exigence ; on voit bien que l'engrenage dans lequel est parti ce conflit, qui produit, chaque jour, encore davantage d'horreur. Il faut vite stopper les hostilités et les bombardements. Certains pensent que le dire, c'est se répéter. Mais, il faut se répéter parce que c'est une exigence. C'est une exigence morale, une exigence politique car il n'y a pas d'issue militaire à ce conflit. Ceux qui pensent qu'en pratiquant la guerre totale, en espérant faire tomber une ville après l'autre - dont Alep - au prix de milliers et de milliers de morts, croient qu'ils s'en sortiront, ils se trompent. Le malheur restera toujours là. Depuis 2011, depuis les printemps arabes où le peuple syrien s'était révolté contre le régime de Bachar al-Assad, c'est la guerre et c'est encore la guerre. Le conseil de sécurité des Nations unies avait adopté une résolution qui prévoyait une négociation politique. Un envoyé spécial, M. Staffan de Mistura est disponible à Genève pour reprendre dans l'instant même ces négociations pour une transition politique et ensuite permettre la reconstruction de la Syrie dans une Syrie unitaire, une Syrie non

confessionnelle, une Syrie respectant ses minorités mais une Syrie qui construit une démocratie et qui redonne un espace politique à tous et qui redonne de l'espoir et qui permette la reconstruction du pays et aussi le retour des réfugiés. Il n'y a pas de retour possible, il n'y a pas de reconstruction possible, il n'y a pas d'avenir possible sans arrêter les bombardements et sans permettre à ceux qui sont encore en Syrie de vivre tout simplement. Les dernières heures encore il y a eu des violences et des bombardements avec des morts dont des enfants, des innocents.

C'est au cours de cet échange que nous avons constaté nos convergences et c'est vrai que nous sommes engagés dans un combat qui est le combat contre le terrorisme et le combat contre Daech en Irak et en Syrie. Mais, la dimension politique de ce combat est essentielle et ce qui est en train de se passer en Irak, est là pour le démontrer. Bien sûr qu'il faut faire tomber Daech à Mossoul mais il faut aussi - et c'est la raison pour laquelle la France a pris l'initiative de réunir 23 pays à Paris le 20 octobre - réfléchir et travailler à la solution politique inclusive après la guerre, pour construire la paix. Ce qui veut dire éviter les risques d'affrontements entre communautés. C'est ce que nous devons faire : vaincre le terrorisme, oui, mais construire la paix aussi, c'est notre responsabilité.

(...)

(Question inaudible sur les propositions des jeunes)...

R - Concrètement, il y a un point qui a été soulevé à travers de nombreuses interventions et que nous avons d'ailleurs abordé nous-mêmes dans nos travaux et qui montraient une convergence avec les attentes des jeunes, c'est la question de la mobilité. Aujourd'hui, c'est difficile pour un jeune d'aller d'un pays à l'autre ne serait-ce que pour ses études ou pour des séjours, pour des formations, pour des stages. La question de la mobilité est une question clé.

C'est à partir de là que se produit une rencontre qui lève les tabous, qui permet d'échanger, qui permet d'apprendre. Je pense que nous devons, nous, les pays du 5+5, être conscients que nous devons adapter nos législations non pas pour dire «les frontières sont ouvertes sans règles» mais pour faciliter la mobilité des jeunes. C'est une demande qui est très forte. On le voit au sein de l'Union européenne, nous avons cette expérience - je parle des Européens - où avec un programme comme Erasmus par exemple - et là il n'y a pas de problème de libre circulation - ceux qui peuvent en bénéficier, c'est une chance formidable pour eux. C'est un enrichissement pour eux, c'est un enrichissement pour leur propre pays et c'est un enrichissement pour le pays d'accueil. C'est aussi une manière de vaincre bien des préjugés, bien des a priori, bien des ignorances parce qu'au fond, ce qui nous guette comme principal danger, c'est l'ignorance, c'est la peur et c'est le déni de l'autre. Ce qui laisse un espace formidable à toutes les formes de radicalité et notamment dans les discours de radicalisation qui exploitent les frustrations.

Et, il y a dans la jeunesse de nos pays un potentiel et une énergie formidables des jeunes qui dans leur propre pays font des études et qui, parfois, ont du mal à trouver des débouchés. Mais, si on facilite la mobilité, on aura franchi déjà une étape. Je ne peux pas répondre à toutes les recommandations qui ont été faites, elles étaient trop nombreuses, mais celle-ci me paraît tout à fait révélatrice du sens qu'il faut donner à ce que nous pouvons, nous, les uns et les autres avec nos gouvernements, faciliter. Merci.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 3 novembre 2016

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/201010-declaration-de-m-jean-marc-ayrault-ministre-des-affaires-etrangeres-et